

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
p.li fermé : 60 F et 30 F
- programme communiste -
1 an, p.li ouvert : 40 F
1 an, p.li fermé : 60 F

16^e ANNEE - N° 270
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
1^{er} au 21 juillet 1978

Travailleurs français - immigrés une seule classe ouvrière

« Le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples. Les pays dont l'industrie se développe rapidement, utilisant davantage de machines et évinçant les pays arriérés du marché mondial, relèvent chez eux les salaires au-dessus de la moyenne et attirent les ouvriers salariés des pays arriérés.

Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi transplantés à des centaines et des milliers de verstes. Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon, les arrache à leurs contrées retardataires, les fait participer à un mouvement historique mondial et les met face à face avec la classe internationale puissante et unie des industriels.

C'est par ces lignes lumineuses que Lénine expliquait, il y a soixante-cinq ans, le phénomène de l'immigration ouvrière et définissait face à elle l'attitude du prolétariat révolutionnaire qui consiste à s'appuyer sur le phénomène positif du brassage des nationalités et des races pour réaliser l'unité internationale de la classe ouvrière. Cette unité suppose, comme Lénine l'avait déjà montré au Congrès socialiste de Stuttgart en 1907, de combattre l'« esprit aristocratique », « l'esprit de corporation borné », « l'exclusive trade-unioniste » des opportunistes qui se sont « mis en tête de restreindre le droit des ouvriers des pays arriérés d'émigrer » : elle suppose aussi d'affirmer « le principe de la solidarité dans la lutte de classe des ouvriers de tous les pays ».

Il serait tout à fait faux d'imaginer que les lois économiques qui poussent à

émigrer les travailleurs des pays économiquement arriérés ne sont valables qu'en temps de prospérité et qu'elles s'inverseraient en temps de crise. Bien au contraire, le fossé existant entre pays riches et pays pauvres, loin d'être comblé par la crise, est encore accentué par elle, pour la bonne raison que les pays pauvres sont encore plus faibles dans la concurrence internationale que les pays riches. Prenons le cas du textile : la crise frappe durement dans les Vosges ou la vallée du Rhône, mais, paradoxalement, elle est encore plus grave en Tunisie où elle a provoqué en octobre dernier la révolte de Qsar Hellal !

Il s'ensuit que la pression et la tension du flux des travailleurs qui cherchent à se diriger vers les pays industrialisés augmentent encore avec la crise.

Or c'est précisément à ce moment-là

Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie, que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés. Mais seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressiste de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de délivrance du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans lutte des classes sur son terrain. Or, c'est précisément à cette lutte que le capitalisme amène les masses laborieuses du monde entier, en brisant la routine rancie de l'existence locale, en détruisant les barrières et les préjugés nationaux, en rassemblant des ouvriers de tous les pays dans les plus grandes fabriques et mines d'Amérique, d'Allemagne, etc. » (*)

DANS CE NUMERO :

- Magnifique essor des luttes en Amérique latine
- La position ignoble du PCF sur l'immigration
- Lettre à des lecteurs d'Afrique noire

que la bourgeoisie cherche à limiter ce flux dans un but de conservation sociale, afin d'éviter des explosions sociales extrêmement dangereuses dans les grandes

(suite page 2)

(*) Lénine, Œuvres, tome 19, pages 488-489.

La lutte des foyers Sonacotra

Passer le cap de l'été !

Comme nous l'avons noté dans les numéros précédents, la lutte des foyers Sonacotra entre dans une phase difficile. Le mouvement, qui dure depuis près de quatre ans, a surmonté de nombreux obstacles. Non seulement le sabotage des partis de gauche et des directions syndicales qui ont cherché maintes fois à le torpiller et à diviser les travailleurs, mais aussi la répression. En effet, malgré les expulsions de 1976, la lutte a continué et s'est amplifiée, au point qu'aujourd'hui 110 foyers sont en grève, touchant 40.000 travailleurs et de nombreux délégués ont pu revenir grâce à la lutte.

Depuis quelques mois, Sonacotra et Stoléro préparent une offensive d'envergure, aidés par les syndicats et notamment la CGT qui a tendu la perche à l'APL (voir le numéro précédent du Prolétaire).

Le ministre a lancé une campagne de dénigrement et d'intoxication sur les prétendues violences dans les foyers, pour préparer des mesures de répression. Naturellement, il faudrait que les travailleurs acceptent sans mot dire la violence de l'exploitation capitaliste, le vol pur et simple des loyers amputant des salaires de misère, le bruit, les conditions de logement sordides, les brimades des gérants racistes, les attentats et les crimes xénophobes assurés d'impunité, les risques quotidiens d'être grillés vifs (comme la cité de transit à Saint-Denis) !

Il était prévu de lancer l'attaque au 1^{er} juillet pour augmenter les loyers et chercher à briser la lutte avant le mois d'octobre. Ainsi la mesure d'augmentation de 6,5 % des loyers au 1^{er} juillet s'est accompagnée de la mise en place de l'Aide Transitoire au Logement (l'Humilité du 27-6 en attribue la paternité à la CGT, bien que jugeant son montant insuffisant !) et d'actions en justice de la Sonacotra.

86 travailleurs, répartis sur 17 foyers, sont à ce jour assignés devant les tribunaux. Ils sont menacés non seulement de saisies-arrêts sur salaires pour régler les loyers impayés durant la grève (les sommes vont selon les cas de 3.000 à 10.000 de nouveaux francs !), mais aussi de séquestration des biens personnels (les travailleurs n'ont rien : il faudra donc que les bourgeois, après avoir volé leur santé et celle de leur famille, s'en prennent à leurs habits !). Bien sûr, on a mis les procès le même jour et à la même heure en des lieux différents pour gêner la riposte. Par exemple,

(suite page 2)

Renault, Arsenaux, Moulinex, etc.

Luttes trahies

La « période irréaliste » d'apathie ouvrière dont Ceyrac s'émerveillait a vécu. Le feu a pris aussi bien dans des couches ouvrières défavorisées et surexploitées (OS immigrés, ouvrières de Moulinex) que dans des catégories un peu plus assurées et plus encadrées par les syndicats, comme les ouvriers des arsenaux.

Loïn de présenter des revendications particulières ou locales, tous avancent, sous des formes qui peuvent être différentes, des revendications qui intéressent toute la classe : refus de se plier aux barèmes différenciés par catégories et par branches, aux disparités que les actuelles négociations par branches (saluées avec satisfaction par la CFDT !) visent à aggraver ; refus d'accepter l'austérité, la soumission aux intérêts de l'économie nationale invoquée contre les ouvriers des arsenaux, ou le sacrifice à la « place de l'entreprise dans le monde » invoqué à Renault, à Renault où l'opportunisme, derrière la bourgeoisie, s'évertue à déguiser en préoccupations de « carrière » (sic !) des exigences élémentaires. Car, naturellement, les 300 F pour tous (à Flins et Cléon), ou les 400 F à Moulinex, les 3.000 F minimum à Renault, correspondent aux besoins vitaux minimum des travailleurs et de tous les travailleurs. Même chose pour les revendications concernant le temps de travail. Face à l'augmentation effrénée des cadences (multipliées par trois aux grandes presses de Renault entre 1968 et 1978, avec l'augmentation des profits qui s'ensuit

(suite page 4)

Magnifique essor des luttes en Amérique latine

Alors que la paix des cimetières règne toujours en Argentine, au Chili et en Uruguay, de nombreux autres pays d'Amérique Latine commencent à être secoués par des mouvements sociaux.

En Colombie, l'inflation qui a atteint 40 % pour les sept premiers mois de 77 alors que les salaires n'avaient augmenté que de 15 %, était à l'origine de la grève générale de septembre 77, qui provoqua des dizaines de victimes, des centaines de blessés et entraîna plus de quatre mille arrestations (Le Monde du 17-9-77). Deux mois plus tard, le 18 novembre, eurent lieu de puissantes manifestations ouvrières pour demander des augmentations de l'ordre de 50 % et protester contre l'augmentation des prix des produits de première nécessité. En mai dernier, une grève générale a touché l'ensemble du secteur public, donnant lieu à des heurts violents avec les forces de police.

En Equateur, la grève de la sucrerie de Guayaquil, qui s'est terminée par un massacre le 18 octobre 77, fait partie d'une vague qui dépasse largement les frontières locales. Au Brésil, la ceinture industrielle de Sao Paulo a été le théâtre de grèves formidables, les premières depuis plus de dix ans. Y ont participé 100.000 ouvrières d'entreprises comme Ford, Volkswagen, Mercedes-Benz, etc. Les ouvrières demandaient des augmentations supérieures de 15 à 20 % aux augmentations fixées par le gouvernement. Quelques entreprises ont dû conclure rapidement des accords avec leurs ouvriers. A San Salvador, à la mi-mars, les chocs entre la police et les manifestations paysannes ont fait plusieurs morts et de nombreux blessés. Au Nicaragua,

les révoltes ouvrières et paysannes, que la bourgeoisie dite « démocratique » a voulu canaliser dans des changements constitutionnels bidons, sont en train de briser l'Ordre instauré par l'impérialisme par l'intermédiaire de la Garde Nationale des Somoza.

Au Pérou, l'année dernière a été marquée par l'évolution accélérée du « régime des généraux » qui a fini par mettre une sourdine à ses pitoyables velléités anti-impérialistes et « anti-oligarchiques », par des mesures d'austérité anti-ouvrières, et par les réactions des ouvriers, des éléments prolétariés et des paysans pauvres. Le « régime » péruvien, qui avait voulu s'appuyer socialement sur des organisations « populaires » intégrées dans l'Etat, avec l'appui du PCP, ne pouvait maintenir ses orientations « populistes » à partir du moment où il a dû conduire une offensive frontale contre les conditions de vie et de travail déjà largement précaires des masses déshéritées du pays : le régime péruvien en Argentine en avait déjà fait l'expérience dans les années 50. Cela pose aux classes dominantes et à l'armée elle-même un difficile problème d'adaptation politique et institutionnelle.

Quelques données illustrent cette situation, dans laquelle l'accroissement de la répression va de pair avec la mise en place de la politique d'austérité et les réactions ouvrières.

La dette extérieure atteint actuellement un montant de 8 milliards de dollars, alors que le PIB n'est que de 12 milliards ! L'Etat lui-même est virtuellement en situation de cessation de paiement, ce qui laisse pratiquement

le pays à la merci du FMI. Le taux d'inflation, qui était de 7 % en 1971, est passé à 17 % en 74, à 45 % en 76, et au rythme actuel il atteindra 60 % en 78. L'indice officiel des salaires réels, qui était de 100 en 68, et de 134 en 73, est tombé à 91 en 76. Le salaire minimum à Lima (indice 100 en 1973) est tombé actuellement à 70. Le nombre de grévistes est passé de 131.000 en 72 à 416.000 en 73 et à 617.000 en 75. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les mesures d'austérité annoncées, assorties de nombreuses augmentations de prix.

En réaction à ces mesures, le 19 juillet 77 eut lieu la première grève générale nationale depuis la « révolution » de 68. Elle a été massivement suivie. L'armée, lancée sur un des bidonvilles de Lima, Comas, y laissa six morts et plusieurs blessés. Le 11 juillet une émeute éclata à Huancayo, dans les Andes péruviennes. Puis la vague s'est étendue à Cuzco, à Puno, à Arequipa. Partout les affrontements avec les forces de l'ordre furent violents. La répression s'est abattue sur de très nombreux militants ouvriers : arrestations, déportations et licenciements de quatre mille d'entre eux.

L'agitation sociale a repris à nouveau vers la fin de l'année. Alors que la crise économique s'aggravait (taux de « croissance » pour 77 : - 4,5 %), et que le FMI imposait ses premiers diktats, une grève éclatait dans les aciéries Sider Perú (5.000 ouvriers) à Chimbote au mois de décembre. Elle dura plus de sept semaines. Lors d'une grève locale de solidarité, la police et l'armée ont laissé plusieurs morts dans la rue. Les syn-

(suite page 2)

Travailleurs français-immigrés : une seule classe ouvrière

(suite de la page 1)

métropoles industrielles, ou du moins afin de les maintenir à la périphérie. Et la seule manière de limiter ce flux — et à plus forte raison de l'inverser — c'est d'exercer, parce qu'on se place ici à contre-courant des lois économiques, une violence politique réactionnaire, une persécution quotidienne, une intimidation bestiale, un contrôle policier sur tous les faits et gestes de la population immigrée; c'est de mettre une partie de la classe ouvrière sous le régime des lois d'exception.

Il faut ajouter que cette politique d'attaque antiprolétarienne est malheureusement facilitée dans un pays impérialiste comme la France, où la moitié au moins des ouvriers immigrés viennent de pays qui ont payé un lourd tribut à la colonisation, par l'esprit de supériorité nationale et le poids des préjugés raciaux qui sont liés à la domination politique, et qui sont artificiellement maintenus et amplifiés non seulement par la bourgeoisie mais aussi par les partis soi-disant « ouvriers » et les bureaucraties syndicales dont le sort est lié à la bourgeoisie car ils vivent des miettes que cette dernière leur laisse pour prix de leur soutien à l'impérialisme.

C'est pourquoi l'approfondissement de la crise et, surtout, cette dernière année, la recrudescence de l'agressivité impérialiste s'accompagnent d'exactions, de crimes racistes (assassinats, incendies de foyers de travailleurs immigrés) tous aussi impunis les uns que les autres, de ratonades de la police ou de groupes xénophobes. Mais c'est aussi pourquoi la bourgeoisie lance une véritable campagne contre les travailleurs immigrés en faisant croire aux travailleurs français que les étrangers sont responsables du chômage, ou du moins qu'il est possible d'éviter la misère aux travailleurs nationaux en mettant à la porte les travailleurs étrangers.

Et cette campagne, qui s'est concrétisée notamment par l'« aide au retour », ce misérable million de francs anciens jeté en pâture aux travailleurs pour qu'ils retournent chez eux, et par la revendication du CNPF qui veut réduire

d'un million le nombre de travailleurs immigrés dans les prochaines années, trouve d'autant plus d'échos parmi certaines couches de la classe ouvrière « nationale » que les partis de gauche et les directions syndicales se déclarent ouvertement favorables au contrôle de l'immigration « pour des raisons économiques »; ce faisant ils invitent aussi les travailleurs à choisir les chômeurs, à choisir la misère revienne en priorité aux travailleurs étrangers, de la même manière qu'ils invitent les adultes à préférer le chômage des jeunes, les jeunes à préférer celui des vieux, les hommes celui des femmes, les titulaires celui des auxiliaires, des vacataires et des hors-statuts, bref ils invitent tout travailleur à préférer le chômage de son frère de classe, ce qui entraîne la division généralisée des rangs ouvriers.

Mais, surtout, accepter la division entre ouvriers « nationaux » et ouvriers « étrangers » est une trahison d'autant plus grave et catastrophique qu'elle revient à accepter la privation de droits politiques et l'oppression politique renforcée d'une partie de la classe ouvrière. Ce qu'« oublier » de dire les bonzes vendus qui prônent le « retour au pays » des travailleurs immigrés, c'est que les chômeurs chassés des métropoles industrielles restent des chômeurs dans leur pays. Et c'est bien parce qu'il est difficile d'expulser, par exemple de Tunisie, « pour des raisons économiques », les malheureux prolétaires qui ont été refoulés de France que le gouvernement lâbas, à la botte de l'impérialisme français — et suivant par conséquent ses bons conseils — jette sous prétexte de « service civil » les travailleurs dans des camps de travail sous contrôle militaire pour leur éviter de commettre le péché d'oisiveté.

L'alternative que laissent donc les partisans de la « modulation des flux migratoires », de la « non-assimilation » des immigrés, sous le prétexte mensonger du « respect du caractère national de l'immigré » — qu'ils n'ont nullement respecté à l'heure des guerres coloniales — c'est ou bien l'état d'exception en France, ou bien l'état d'exception en Afrique. Quel exemple d'humanité!

Tout cela suffirait à faire de la lutte contre le contrôle de l'immigration, contre les discriminations qui frappent les travailleurs immigrés, et de la solidarité face à la répression qui les frappe une question vitale pour l'ensemble de la classe ouvrière. Cette dernière se rendrait en effet incapable de se défendre aujourd'hui contre l'offensive capitaliste et, à plus forte raison, d'en finir demain avec la société bourgeoise, si elle laissait une partie d'entre elle abandonnée sans défense aux coups de l'adversaire.

Mais il y a plus. Dans la longue remontée de la courbe de la lutte prolétarienne, encore terriblement en retard sur la courbe économique du capitalisme, la partie immigrée de la classe ouvrière a, dans notre pays, une longueur d'avance sur l'ensemble de la classe ouvrière.

Seuls peuvent être surpris de cette réalité ceux qui n'ont jamais vu l'immigration que comme un phénomène accessoire et les luttes de travailleurs immigrés que comme des luttes « marginales » (les seules luttes qui ont de l'intérêt pour eux sont celles qui entraînent d'emblée l'ensemble des travailleurs). La lutte des travailleurs immigrés a progressé, produisant les grèves les plus significatives de ces dernières années, servant de détonateur et d'entraînement pour des couches plus larges d'ouvriers, comme c'est le cas pour la présente vague de grèves; et ces luttes tendent de plus en plus à se placer sur un terrain général, où sont de plus en plus ouvertement revendiquées les armes de classe.

Seuls peuvent être surpris de cette réalité les pseudo-marxistes qui se montrent indifférents à la portée des luttes anticoloniales et ne peuvent pas voir que la tradition de combativité et de détermination dont les masses exploitées ont fait preuve dans les luttes anti-impérialistes pénètre aujourd'hui dans la lutte ouvrière contrainte, dans les dures conditions faites aux travailleurs immigrés dans les bagnes du capitalisme concentré, de devenir une lutte de classe. Tandis que la classe ouvrière « autochtone » elle, malheureusement paralysée par les

mille et une entraves du réformisme social, et l'opium démocratique du pacifisme social, du légalitarisme et des « voies tranquilles » au socialisme, a encore en général du mal à se débarrasser de l'influence des partis opportunistes, et ce malgré les coups de fouet de la lutte de secteurs combatifs qui laissent bien présager de l'avenir.

Au siècle dernier, Marx se félicitait que dans l'Angleterre embourgeoisée, l'immigration irlandaise vienne donner du « sang nouveau » à la lutte ouvrière. La France hyper-démocratique de ce vingtième siècle finissant n'a-t-elle pas elle aussi ses Irlandais? Derrière la lutte des travailleurs immigrés et à travers elle, c'est la reprise de la lutte de classe qui cherche sa voie, obstruée jusqu'ici par des décennies de contre-révolution.

Il faut reconnaître cette vérité à la portée immense pour comprendre l'acharnement que met la bourgeoisie à essayer de briser une lutte comme celle des foyers Sonacotra, une lutte dont le sens dépasse largement la revendication de la baisse des loyers et même de la lutte contre les règlements policiers. Cette lutte résiste en effet malgré toutes les manœuvres et toutes les répressions depuis plus de trois ans, et a surtout donné naissance à une organisation, le bien le plus précieux des prolétaires, une organisation capable de faire une véritable campagne, qui a mis en échec la manœuvre du « million des immigrés », qui lutte audacieusement contre le contrôle de l'immigration, face au front commun des patrons, du gouvernement, des partis de gauche et des directions syndicales vendues, et sent peser sur ses épaules des responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de la classe ouvrière.

C'est dans de telles luttes que se teste la capacité de la classe à unir ses rangs par-dessus les barrières de nationalité, à tenir tête à l'ennemi de classe et à préparer ainsi les combats qui se dérouleront demain sur une plus vaste échelle. La place des véritables communistes est dans ces luttes, sans réserve, pour aider de toutes leurs forces à leur indispensable victoire.

Passer le cap de l'été!

(suite de la page 1)

le 7 juillet à 14 heures, des travailleurs sont convoqués au tribunal d'instance de Saint-Denis, d'autres à celui d'Ivry, d'autres enfin à celui de Longjumeau.

Bien sûr aussi, on fait feu de tout bois. Un délégué de Montreuil est convoqué le 31 juillet pour répondre d'un « bris de clôture » qui lui est fausement imputé et qui remonte au début 77!

Bien sûr, enfin, la Sonacotra choisit les têtes. Elle ne peut s'attaquer à tous les grévistes. Elle vise les prétendus « meneurs », « agitateurs professionnels » pour la Sonacotra, « gauchistes aventuriers et irresponsables » pour les bonzes syndicaux, qui ne sont en réalité que les délégués des comités de résidents, élus par leurs camarades toutes nationalités confondues, et que la lutte a sélectionnés comme ses dirigeants.

Tous les procès que les travailleurs des foyers ont jusqu'ici intentés, contre les prix illicites, contre les procédures d'augmentation des loyers, ou actions en paiement de trop perçu, et qui visent tous à faire reconnaître le « statut de locataire », sont entravés dans des marais de procédures. Mais comme on voit, quand la justice attaque les travailleurs, elle est ultra rapide. Qu'est-ce que cela prouve? Simplement que, selon le vieil adage, qui a la force a le droit!

C'est bien la raison pour laquelle la véritable riposte est dans l'utilisation par les ouvriers de leurs armes de classe. D'abord dans la mobilisation des foyers et dans l'extension de la lutte. C'est ainsi qu'à la conférence de presse du Comité de Coordination donnée le 26 juin, où tous ces faits ont été rappelés, a été soulignée l'extension de la lutte aux foyers ADEF, AFTAM, AFRP qui viennent de créer également des comités de coordination de leurs luttes, parallèlement et en liaison avec celui des foyers Sonacotra. Il ne fait pas de doute également que la mesure d'augmentation des loyers et le climat de pression politique qui règne dans les foyers ne peuvent pousser qu'à la généralisation de la grève.

En plus des manifestations lors des procès, est prévue une manifestation centrale le samedi 8 juillet où il est indispensable que viennent nombreux les travailleurs français, malgré le sabotage des directions syndicales, afin de servir de préparation à une riposte la plus large possible en cas de répression.

Il ne faut pas que les coups que s'apprête à donner la bourgeoisie désorganisent la lutte. Il faut absolument passer le cap de l'été pour faire la jonction avec les luttes ouvrières de la rentrée. Tout doit être mis en œuvre dans ce but!

Un document de la Fédération des Hauts-de-Seine du PCF

La position ignoble du PCF sur l'immigration

Nous avons déjà maintes fois dans ces colonnes dénoncé la politique du PCF, véritable modèle de chauvinisme et de social-impérialisme dans la question de l'immigration. Nous disposons d'un document interne émanant de la Fédération des Hauts-de-

Seine du PCF, destiné à préparer la réunion du 8 juin 1978 de la « Commission Fédérale Immigration » et intitulé « Après le Comité Central, quelques aspects et tâches de notre activité en direction des problèmes de l'immigration ».

Après avoir mis l'accent sur le fait que « les travailleurs immigrés constituent 20 % de [la] classe ouvrière » en France, « phénomène unique en Europe », le PCF s'inquiète de l'action à mener pour paralyser leur action et briser leurs élans, comme il le fait pour l'ensemble de la classe ouvrière. Ainsi le fait de réclamer « l'unité et la cohésion de la classe ouvrière de France (donc des travailleurs Français et Immigrés) » n'est nullement une preuve à l'appui à la lutte prolétarienne.

En effet, d'une part, un véritable parti communiste se fixerait pour but l'unité de la classe ouvrière du monde entier et non de la seule France. Et d'autre part, le document considère l'unité français-immigrés comme « essentielle pour atteindre nos objectifs stratégiques ». Or quels sont ces objectifs sinon la collaboration entre les classes et la paix sociale pour la grandeur de la « France éternelle » dans la guerre commerciale — et pas seulement commerciale — à l'échelle internationale?

Ainsi, la manière dont le PCF appelle les ouvriers français à la défense de leurs frères de classe immigrés, c'est d'accuser la bourgeoisie de favoriser l'immigration dans le but de lutter contre les travailleurs français et contre... le PCF.

« La grande bourgeoisie utilise les immigrés pour diviser la classe ouvrière, pour faire des immigrés les boucs-émissaires de la crise, mais aussi pour affaiblir le Parti en présentant notre politique de défense des droits des immigrés et de leurs familles, comme contraire aux intérêts des travailleurs français. [...]

Le pouvoir et le grand patronat utilisent la présence des immigrés en France pour développer des campagnes racistes visant au refoulement des travailleurs immigrés, à justifier leur expulsion arbitraire, à la mise en place d'une législation d'exception contre les immigrés et leurs familles, telles les mesures STOLERU.

Pendant les élections législatives, la campagne anti-immigrés des candidats fascistes a pris le relais de la campagne du pouvoir. Parfois, nos organisations ont peu, ou pas, réagi.

La présence des immigrés en France devient une arme redoutable que le pouvoir utilise pour freiner la conscience de la communauté d'intérêts entre les français et immigrés. L'importance de l'immigration dans nos villes, avec tous les problèmes que cela pose, constitue un des facteurs — secondaire certes — mais qui a pu contribuer au tassement de notre influence notamment dans nos municipalités.

Il existe beaucoup d'incompréhensions, de malentendus dans la population française concernant notre politique d'immigration.

Ainsi, par exemple, lorsque le pouvoir recule sur l'immigration (comme cela a été le cas avec Stolér qui a été contraint à autoriser la venue des familles), cela ne donne-t-il pas l'idée chez les gens que nous serions pour la venue des immigrés?

Egalement, par exemple, lorsque nous agissons pour le plein emploi des travailleurs français et immigrés — ce qui est juste — comme cela est-il perçu par les chômeurs? Nous avons toujours dit que nous étions pour une modulation de la venue des immigrés en fonction des besoins économiques.

Ainsi, lorsque le pouvoir a décrété l'arrêt de l'immigration en 1974, le Parti ne s'est pas opposé à cette mesure. Mais dans la réalité, l'immigration a augmenté (on compte depuis 74, 240.000 immigrés de plus, dont 77.000 en 77).

Nous devons donc dénoncer la duplicité du pouvoir auprès de la population française.

Car il s'agit bien là d'une politique de duplicité.

La grande bourgeoisie a besoin des immigrés pour faire pression sur les salaires, elle a besoin d'un volant de chômage pour attiser la division, la concurrence des travailleurs, pour peser sur les revendications.

Ce que le pouvoir fait aujourd'hui, par différence à ce qu'il faisait il y a quelques années, n'est dû qu'aux problèmes que lui pose l'aggravation de la crise.

Car l'axe de leur politique est toujours le même. Pouvoir et patronat ont besoin du chômage, des bas salaires, donc ils ont besoin des immigrés. »

C'est vrai que la bourgeoisie cherche à susciter la division entre les travailleurs pour renforcer son pouvoir. Ainsi, par exemple opère-t-elle des discriminations particulières envers les ouvriers immigrés. La seule manière de contrer cette politique, c'est de s'appuyer sur la communauté d'intérêts des ouvriers pour combattre le contrôle de l'immigration et toute discrimination. Or le PCF fait exactement le contraire :

« Ainsi par exemple, nous sommes pour l'égalité des droits des travailleurs français et immigrés. Mais dans le même temps, nous combattons toute mesure visant à l'assimilation ou l'intégration de l'immigré, tel que le préconise par exemple le PS avec le droit de vote.

Par ailleurs, notre parti se prononce résolument pour l'arrêt de l'immigration. Mais notre politique n'est pas celle du refoulement des immigrés. Nous sommes pour le retour des immigrés dans leur pays, et c'est là d'ailleurs une aspiration majoritaire des immigrés eux-mêmes. « Vivre et travailler au pays » n'est pas seulement une revendication des Bretons. Des pays comme l'Algérie pratiquent déjà d'ailleurs une politique de retour au pays. Il convient donc de créer les conditions du retour des immigrés et pour cela, exiger notamment du pouvoir une réelle formation-retour.

Il convient donc que nous nous expliquions clairement avec la population française en donnant les raisons de fond de notre politique d'immigration, et en donnant l'ensemble de notre politique. Tout cela implique donc une prise en compte plus importante, plus concrète des problèmes de l'immigration. »

Comment peut-on sans hypocrisie être « pour l'égalité des droits » et se prononcer en même temps pour le contrôle de l'immigration? Comment peut-on contrôler l'immigration sans renforcer le contrôle policier et donc sans accroître l'oppression particulière d'une partie de la classe, et donc, sans justifier dans les faits le racisme, la xénophobie, le chauvinisme, etc.? Comment peut-on feindre ensuite de se plaindre que le « pou-

(suite page 4)

Lettre à des lecteurs d'Afrique Noire

Chers Camarades,

Nous voulons répondre à votre lettre du 21 juin, et tout d'abord nous saluons chaleureusement votre volonté de lutter contre l'impérialisme français. Il nous semble parfaitement juste de dire que les prochaines batailles dans la vaste aire géographique de l'Afrique Noire, dont votre pays fait partie, seront menées contre l'impérialisme, et en particulier l'impérialisme français.

Il est également certain que d'autres classes et couches sociales que le prolétariat, encore embryonnaire, mais qui a déjà été le fer de lance de la vague d'indépendance des années 50-60, entreront dans cette lutte pour des raisons très diverses et avec des caractères révolutionnaires ou même simplement progressistes très variés.

Mais comme le rappelait le II^e Congrès de l'Internationale Communiste en 1920 (thèse supplémentaire n° 7 sur les questions nationale et coloniale), « il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute forme d'exploitation ». Et il est certain qu'un tel mouvement ne pourrait en Afrique Noire se contenter d'une simple émancipation du joug politique de l'impérialisme, mais dirigerait ses coups contre tout le vieil ordre social, les vestiges de l'esclavage colonial et toutes les formes de type semi-colonial ou patriarcal.

Nous ne pouvons que nous féliciter que, dans ce combat, vous manifestiez votre intention de vous placer du côté de ce second mouvement, celui des « ouvriers et des paysans », celui des masses « déshéritées » et miséreuses, porteuses d'une immense énergie révolutionnaire et dont nous avons espéré mille fois, dans ces dernières décennies de contre-révolution mondiale et de défaite prolétarienne, que ses coups de butoir contre les métropoles viennent réveiller le prolétariat endormi par l'opium de l'opportunisme et du social-impérialisme.

Si nous poursuivons la lecture de la thèse 7 nous lisons : « Le premier [mouvement, celui de la démocratie bourgeoise] tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure ». Aujourd'hui, cinquante années après le « socialisme dans un seul pays », la contre-révolution stalinienne et la mort du mouvement communiste international, ce sont ceux qui osent encore se réclamer de Lénine qui se sont faits les artisans dans les métropoles de la subordination du prolétariat aux exigences de l'impérialisme et de l'ordre bourgeois, entraînant le prolétariat dans la guerre impérialiste, dans la reconstruction de l'économie nationale, de l'Etat et de l'empire colonial ; et ce sont eux qui, dialectiquement, dans les colonies et semi-colonies, se sont faits les artisans de la subordination du second mouvement au premier.

La thèse poursuit : « Mais l'Internationale communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies ». Comment ? « L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la République soviétique. »

Le besoin du parti communiste est naturellement une exigence primordiale partout où il y a, ne seraient-ce que quelques noyaux prolétariens, parce que le prolétariat naît avec la bourgeoisie, et que la lutte qu'il doit nécessairement mener contre elle dès qu'il apparaît ne pourra se terminer qu'avec sa victoire sur cette classe, qu'avec l'instauration de sa dictature, qui permettra de transformer révolutionnairement la société et de marcher au socialisme en brisant les rapports marchands, le capital et le salaire. Cette lutte étant une lutte internationale, le parti prolétarien doit « subordonner les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier ».

Mais la nécessité du parti autonome du prolétariat ne découle pas seulement des exigences de la révolution socialiste ; elle découle aussi de l'exigence de l'accomplissement des tâches démocratiques et anti-impérialistes. Disons-le autrement : le socialisme exige une révolution démocratique et une lutte anti-impérialiste radicales, et seule la classe ouvrière peut mener cette lutte de façon conséquente et radicale car elle seule n'a rien à perdre dans la lutte que ses chaînes, et cette lutte, poussée jusqu'au bout, doit faire tomber le pouvoir entre ses mains.

Permettez-nous de citer Lénine qui écrivait en 1897 les lignes suivantes, pour répondre à l'argument selon lequel il faudrait sous prétexte de lutter contre l'absolutisme (ou aujourd'hui contre l'impérialisme et les vieilles classes) « s'allier avec tous les éléments d'opposition » et « laisser pour l'instant le socialisme de côté ». Lénine écrit dans **Les tâches des social-démocrates russes**, après avoir décrit d'abord les tâches socialistes du parti, et ensuite les tâches démocratiques, « indissolublement liées aux

Nous publions de larges extraits d'une lettre adressée il y a trois ans à un groupe de lecteurs d'Afrique noire nous questionnant sur les tâches du Parti dans les aires où le cycle historique bourgeois n'a pas épuisé ses capacités révolutionnaires, et sur notre position au sujet des « fronts politiques ».

premières » : « L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combattant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels de la social-démocratie (on dit aujourd'hui communisme), exposés dans le célèbre **Manifeste du Parti Communiste**. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps de fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite-bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates ; c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession [...]. Dans la pratique ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre des objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré ».

Comme on le voit, les communistes ne peuvent concevoir des « fronts » — dans les aires où se posent des tâches démocratiques-révolutionnaires — que comme des alliances tactiques conjoncturelles, mais qui garantissent au parti une indépendance politique et organisationnelle absolue, à la différence de la politique stalinienne des fronts où les contours du parti sont noyés dans le programme démocratique et dont la conséquence fut d'abord le parti ouvrier et paysan, puis le parti populaire, c'est-à-dire la négation du parti prolétarien indépendant. Cette politique s'est traduite dans la pire des hypothèses, comme par exemple dans la crise de 1927, par l'écrasement et le massacre du prolétariat (et des paysans pauvres), quand, nécessairement **impréparé** dans ces conditions, il était poussé par ses propres besoins à briser l'alliance avec les autres classes, même dans le cours de la révolution ; et dans la meilleure des hypothèses, cette politique a mené à la castration politique du prolétariat.

En effet, Lénine poursuit : « Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront à montrer toujours le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité, ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point **affaiblira** nous ceux qui combattent pour la liberté politique ». Une telle mise au point, répondons-nous, **fortifiera** tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur des intérêts réels, **bien compris, de classes déterminées** ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point. En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme, la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle **seule** est l'ennemi conséquent jusqu'au bout, et irréductible, de l'absolutisme ; c'est entre elle **seule** et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière **seule** que le démocratisme peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière [...]. C'est là la seule politique qui permette au prolétariat d'entraîner derrière lui la masse des paysans misérables au lieu que la bourgeoisie ne les influence, et de développer à fond le potentiel révolutionnaire de **toutes** les classes, déblayant ainsi au mieux le terrain de la révolution socialiste et hâtant au maximum son développement.

Si nous faisons toutes ces remarques, camarades, c'est pour souligner que pour qui veut se placer résolument du côté du prolétariat, la question centrale de la révolution dans les aires où existent encore des tâches national-révolutionnaires — et en Afrique Noire, elles ont à peine été abordées jusqu'ici par l'histoire —, n'est pas tant de savoir quelles alliances doivent être réalisées que de lutter comme partout dans le monde pour la naissance d'un noyau du parti mondial qui pourra, lui, fort des principes véritablement révolutionnaires, poser pratiquement le problème des alliances temporaires, qui devra nécessairement se poser dans les aires de révolution nationale démocratique, et être capable de lui donner, en liaison avec le mouvement social, une réponse correcte.

Votre sentiment révolutionnaire vous pousse tout naturellement à comprendre que seul le marxisme peut aujourd'hui guider une lutte révolutionnaire résolue. Nous sommes persuadés que si vous comprenez toutes les exigences de cette lutte, vous tomberez d'accord avec nous pour dire que le marxisme doit être celui de Marx, de Lénine, un marxisme non avili, un marxisme non substitué par

les renégats du communisme qui, qu'ils se réclament de Moscou ou même de Pékin, présentent au prolétariat la démocratie et la concorde nationale, l'égalité des nations et la génuflexion devant les grands Etats comme le fin du fin de la lutte prolétarienne.

Si, comme nous le souhaitons, vous êtes poussés par le sentiment de la nécessité de ce combat, vous conviendrez que la reconstitution du parti mondial du prolétariat passe par la reconnaissance du bilan historique que nous avons établi, dans un combat long et obscur contre la dégénérescence de l'Internationale de Lénine, dégénérescence que nous avons combattue jusqu'au bout, puis pour la restauration de ses positions aujourd'hui trahies et travesties par le communisme officiel et par les nombreux courants de novateurs et d'enrichisseurs du marxisme qui prétendent s'opposer aux partis du socialisme installé.

« Internationalisme borné » contre social-impérialisme échevelé

« L'internationalisme borné aujourd'hui fait le jeu de l'impérialisme en particulier du social-impérialisme », lit-on, non sans dégoût, dans *Drapeau Rouge*, n° 38 (3 au 16 juin 1978).

Ce que ce journal maoïste appelle l'« internationalisme borné » c'est la position du courant trotskyste qui, comme on sait, a lutté avec une « hardiesse étonnante » contre l'intervention de l'impérialisme français au Zaïre. Hardiesse étonnante, en effet, puisqu'après les manifestations « unitaires » organisées sans mobilisation véritable (et, surtout destinées à donner l'impression aux militants que l'on protestait), et après le meeting du 2 juin à Paris appelé par au moins 7 ou 8 organisations mais qui n'a pas rassemblé 200 personnes (ce qui veut dire que même les « militants » préféraient regarder la coupe du monde de football), le clou a été la participation de la LCR et de l'OCT à la manifestation organisée le 5 juin à Paris par le PCF, dont le sens véritable était de protester contre l'« otanisation » de la France ! Bel exemple d'internationalisme donc, ce qui n'empêche pas malgré tout la IV Internationale (de Mandel, Krivine, Maitan) d'écrire : « Il est indéniable que ce 22 mai a pu être le signal d'un renouveau de l'anti-impérialisme militant en France » (In *precor* du 8-6-1978) !

Que dire alors de nous, qui proclamons sans ambages que l'ennemi numéro un des masses exploitées d'Afrique est le même que le « nôtre », l'impérialisme français, et que de toutes façons, pour reprendre la formule du marxisme révolutionnaire, dans les brigandages impérialistes « l'ennemi est dans notre propre pays », en France comme aux Etats-Unis, en Allemagne comme en Russie.

Pour *Drapeau Rouge*, « l'internationalisme prolétarien, lui, s'appuyant sur le marxisme-léninisme, ayant une vue dialectique et non unilatérale, comprend la nécessité pour le prolétariat et les peuples de passer des alliances, de faire un front uni contre les superpuissances et en particulier contre l'URSS ».

Les flics n'interviennent pas que dans les usines

Partout, systématiquement, les flics interviennent pour déloger les ouvriers en grève qui ne se sont pas laissés embobiner par les bonzes syndicaux, quand ce ne sont pas, comme à Moulins (Caen) des commandos musclés. En général ils parviennent à leurs fins et la bourgeoisie fait ainsi respecter sa politique d'austérité à coups de matraque.

La riposte ouvrière suppose déjà d'organiser des débrayages de solidarité et d'entraîner la protestation de plus grand nombre de travailleurs possible. C'est une phase indispensable de la lutte mais il est prévisible que l'habitude de la lutte et des affrontements avec la police poussera assez vite les ouvriers à mettre en place, sur cette base acquise, des détachements d'autodéfense capables de ne pas toujours laisser le dernier mot à l'ennemi de classe.

En attendant, les flics n'interviennent pas que dans les usines, mais partout où s'organisent les ouvriers. Ainsi, par exemple, à Angers, contre le Comité de chômeurs.

Né en décembre 1977 dans le but d'organiser cette catégorie de travailleurs mis au rebut, le Comité de chômeurs tient tous les jours de pointage (une semaine sur deux) et depuis cinq mois, des permanences dans le hall de l'ANPE. Son influence grandit

Mais nous ne vous cacherons pas que, si nous sommes fiers du combat que nous avons mené — et que nous poursuivons —, c'est une tâche immense qui se pose aujourd'hui à tous les révolutionnaires sincères de tous les continents, celle de la reconstitution, sur cette base théorique et avec cette tradition, d'un réseau international de parti qui puisse aider le prolétariat des quatre coins du monde à vivre d'une vie de classe, à fonder ses luttes partielles et locales en une seule et même lutte mondiale contre l'impérialisme, à prendre la tête des masses plébiennes et paysannes qui, pendant ces dernières décennies, ont dû — et continuent de le faire aujourd'hui — se battre seules avec un héroïsme grandiose contre les monstres de l'impérialisme mondial ; ceci afin de pousser cette lutte, dans la perspective de la **révolution en permanence** — qui était celle de Marx et d'Engels en 1848 et qui fut appliquée magnifiquement par les bolchéviks en Russie —, jusqu'à la disparition totale de l'impérialisme et du capitalisme, pour le communisme de toute l'humanité [...].

Saluts fraternels.

Paris, le 15 juillet 1975.

Pour ces véritables chauvins, c'est la position de classe prolétarienne qui est « unilatérale » et leur « dialectique » consiste à servir la bourgeoisie au nom des intérêts ouvriers.

En effet, le prolétariat et les masses exploitées des pays dominés ne doivent pas, selon eux, s'unir ensemble contre tous les impérialismes, mais « diviser l'adversaire » en « s'alliant et en passant des accords avec les impérialismes les plus faibles tels que les pays européens et la France. Il est donc positif que la France par exemple soit amenée à aider le Zaïre à résister à une agression télé-guidée de l'extérieur ».

Une chose que cachent ces apologistes honteux de l'impérialisme, c'est que si l'impérialisme français « aide » le Zaïre, c'est uniquement en ce sens qu'il aide l'Etat zaïrois à maintenir les richesses obtenues par la sueur et le sang de millions d'ouvriers et de paysans sous le contrôle de certains voleurs — dont lui — contre d'autres voleurs, et ce au prix des « nettoyages » et « pacifications » que l'on sait et dont le caractère humanitaire se soie par des dizaines de milliers d'assassinats, sans parler des famines et des épidémies qu'ils provoquent.

De plus, le fait d'aider un impérialisme contre un autre n'a jamais divisé l'adversaire (qui est déjà divisé dans le pillage) mais ne fait qu'appeler le prolétariat au secours d'un des camps, c'est-à-dire l'appeler à renforcer l'Etat qui l'opprime, et ce justement au moment où il pourrait profiter de la faiblesse de ce dernier s'il essuie une défaite pour avancer, lui, sur sa propre voie.

Est-il possible de s'opposer aux intérêts de classe du prolétariat et de substituer le marxisme davantage que ces gens-là ? Comme le disait l'Internationale Communiste à propos du social-impérialisme (socialiste en paroles, impérialiste dans les faits) qui avaient utilisé les mêmes arguments pour faire participer le prolétariat à la boucherie impérialiste : « Ce « socialisme » loin de pouvoir prétendre au mandat et à la confiance du prolétariat, mérite s'en des balles, au moins la marque de l'opprobre ».

parmi les chômeurs qui, de plus en plus fréquemment viennent prendre contact avec lui (il arrive, par exemple, à empêcher les coupures de courant).

A l'occasion du déménagement de l'Agence à la mi-juin, la direction nationale a décidé de porter un coup au Comité : sous le prétexte d'occupation illégale, les flics interviennent pour le vider et lui interdisent d'apposer ses affiches, d'abord dans l'ANPE puis, à l'extérieur de celle-ci. Ayant stationné une journée à l'intérieur, les 25 flics devront quitter les lieux grâce à l'intervention de quelques travailleurs de cette administration qui débrayèrent en signe de solidarité et firent intervenir l'union régionale CGT de Nantes. La sommation faite au Comité alla jusqu'à lui interdire d'« interpeller » (!) les chômeurs, c'est-à-dire de leur parler : il est clair qu'il y a danger si l'isolement se brise.

La réaction des quelques travailleurs de l'ANPE, peu nombreux, est exemplaire : c'est le seul soutien manifesté au Comité ; si la section CGT a publié un communiqué de soutien, la CFDT — et la Bourse avec elle — s'interroge depuis 8 jours sur la position à adopter...

Au terme de ces six mois d'activité, un bilan est nécessaire et donnera lieu à la parution d'un prochain article.

Magnifique essor des luttes en Amérique latine

(suite de la page 1)

dicats ont lancé alors un mot d'ordre de grève générale de 48 heures pour les 23 et 24 janvier, qui fut suspendu... à la demande du président de la République, par les dirigeants de la CGTP, la centrale syndicale contrôlée par le PCP. Cela souleva une tempête de haine et de révolte parmi les ouvriers. Plus tard, un mouvement général de grève, les 27 et 28 février, entraînera de violents affrontements avec les forces de répression dans tout le pays.

La situation s'est encore durcie. Le gouvernement a décrété le 15 mai une augmentation des prix des produits alimentaires et des transports : 66 % pour les combustibles, 120 % pour les huiles de cuisine, entre 25 et 50 % pour les tickets de transport urbain, etc. Des émeutes ont éclaté partout. A Huanuco il y a eu quatre tués et de nombreux blessés. A Cuzco et Arequipa les grèves et les manifestations se sont succédées. Tout le pays était pratiquement paralysé le 22 mai par une grève générale prévue pour 48 heures. Selon le bilan officiel il y a eu 21 morts parmi les manifestants à Lima, Huancavelica, Huanuco, Ica et Chepen. Leur nombre véritable est largement supérieur ; les blessés se comptent par centaines, ainsi que les détenus. Le gouvernement a décrété l'état d'urgence et le couvre-feu dans les villes les plus importantes. De nombreux dirigeants, dont Hugo Blanco, ont été déportés en... Argentine !

« A Arequipa, Cuzco, Trujillo, Chiclayo, Ayacucho, Ica, Huancayo et Chimbote, des installations électriques et des postes de police ont été dynamités, [...] des magasins et boutiques ont été saccagés » (El País, 23-5). Il est facile d'imaginer que cela n'a pas été le fait des dirigeants syndicaux des confédérations qui ont donné pendant dix ans leur

appui au régime militaire. Ces réactions sont le signe d'un sursaut véritable de la part d'un prolétariat qui renoue ainsi avec les meilleures traditions de la lutte prolétarienne internationale.

★

La bourgeoisie latino-américaine a une conscience claire du fait que la crise internationale, qui accentue les facteurs internes d'antagonismes sociaux, fait entrer tout le sous-continent dans une ère de déséquilibres grandissants. Aussi s'approprie-t-elle un peu partout — sauf au Chili, en Argentine et en Uruguay, mais à longue échéance ce n'est pas exclu non plus dans ces pays — de grandes « manœuvres » politiques et institutionnelles pour un retour à la démocratie parlementaire, avec un « espace » plus large pour l'action des partis stalinien.

Au Brésil s'ouvrira la voie de l'« institutionnalisation » démocratique, du retour à un « Etat de droit », à court ou moyen terme, avec la bienveillance des USA. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que L. Brizola, ancien gouverneur de Rio Grande do Sul et leader du Parti Travailliste de Goulart, et « bête noire » des militaires en 1964, ait noué des contacts avec les socialistes européens (Le Monde, 23-11-78), dans l'espoir de jouer le rôle d'un Soares au Portugal. Brizola a déclaré avoir rencontré, dans les milieux américains, « un courant significatif de pensée en faveur de la démocratisation, y compris chez des personnalités qui, avant et après le coup d'Etat de 1964, avaient contribué à créer un climat de confusion (sic) et de paroxysme ». La déclaration se termine par un appel en faveur d'un « pardon qui ne devrait exclure personne (!), même si c'est difficile pour ceux qui ont souffert et qui souffrent encore. Cela contribuerait au désarmement (!) des esprits ».

Ce n'est pas non plus un hasard si, sentant le vent, la bourgeoisie mexicaine envisage de légaliser le PC (Le Monde, 13-5), et si les régimes militaires bolivien et péruvien viennent d'entamer un « processus constitutionnel » qui conduirait à la démocratisation de ces deux pays. Cette démocratisation, comme celle de l'Argentine en 1973, donnerait à « l'oligarchie » dominante (impérialisme-grande bourgeoisie locale-propriétaires terriens) la possibilité de renforcer l'Etat grâce à l'appui direct et actif non seulement des partis « démocratiques », mais encore et surtout des partis stalinien et maoïstes, en même temps que cela conduirait les partis trotskystes, pour ne pas parler des partis guérilléristes, à accélérer leur valse hésitation entre la lutte de classe et la démocratie bourgeoise ; ce qui n'exclut pas la possibilité, pour la dite oligarchie, de déclencher un coup d'Etat dès que les conditions sociales et politiques l'exigeraient.

Il s'agit là d'une vague de réformes politiques qui ne pourra que s'amplifier au rythme des bouleversements locaux et internationaux. C'est le Pérou qui s'engage le plus rapidement dans la voie d'un tel processus, que l'Argentine a connu au début de cette décennie. Mais, à la différence de la situation argentine d'alors, les masses ouvrières boliviennes et péruviennes ont exprimé la plus grande méfiance et la plus grande répulsion à l'égard de la démocratie promise. C'est ce qu'exprimaient, lors des émeutes du mois de mai, les cris des prolétaires : « Nous voulons du pain, pas la Constitution ! ».

C'est sur l'extension et l'approfondissement de l'élan ouvrier anti-bourgeois, anti-démocratique et anti-impérialiste manifesté par ces luttes prolétaires que le Parti de classe reconstitué aura à greffer son action pour intégrer la formidable capacité révolutionnaire de ces masses dans la révolution prolétarienne mondiale.

Renault, Arsenaux, Moulinex, etc. : Luttes trahies

(suite de la page 1)

pour le patron), les ouvriers défendent leur peau en réclamant les 35 heures et la 5^e semaine de congés payés ; ils défendent aussi leur capacité de garder des forces aussi pour lutter, d'être autre chose que des bêtes de somme attachées à la machine. La CFDT fait la fine bouche en parlant de la nécessité de renouveler et de particulariser des revendications « stéréotypées » : en réalité, le capital tend toujours à faire pression sur le salaire et à augmenter la durée et l'intensité du travail, y compris sous la forme trompeuse des négociations actuelles sur la « durée annuelle du travail » : c'est pour lui une question vitale, et c'est aussi une question vitale pour les ouvriers de combattre dans le sens contraire, et de la façon la plus unitaire possible.

On se doute qu'après trois mois de fébrile activité de couloir pour donner corps à la farce des négociations, la satisfaction affichée par la CGT devant ce « réveil des luttes » n'est que pure hypocrisie. La CFDT, tout en prétendant piteusement voir dans ce réveil l'effet de sa politique, a été plus franche en laissant voir toute son inquiétude devant « l'aventurisme » des occupations à Renault, et en rappelant inlassablement au patronat et à l'Etat l'urgence de... continuer à négocier. En intervenant leurs styles respectifs habituels (nous avons montré depuis longtemps combien cela modifiait peu le fond, c'est-à-dire la commune direction collaborationniste de leurs politiques), les deux centrales ont mené, notamment à Renault, un travail d'affaiblissement et d'isolement des grèves qu'ils n'avaient pu tuer dans l'œuf : ce travail a eu plus d'effet à Cléon, dans des couches ouvrières combattives mais très inexpérimentées. A

Flins, la résistance opiniâtre des ouvriers des presses leur a rendu la partie plus difficile, car ceux-ci ont frappé où il fallait en remplaçant la grève symbolique chère aux bonzes par un blocage effectif d'un chaînon essentiel de la production, touchant la direction au point sensible, en période de forte demande et quand les stocks étaient bas. De plus, ils ont tenu bon, s'accrochant bon gré mal gré à leur bastion, en dépit de la première occupation des CRS, en dépit du vrai coup de poignard dans le dos porté par la CGT, qui a proposé de remettre certaines presses en route, le 16 juin, avec l'aide de la maîtrise « en signe de bonne volonté » : la direction a immédiatement interprété ce signe à sa juste valeur en lançant le deuxième assaut de ses flics ! La solidarité des OP qui ont ensuite fait la grève sur le tas et refusé de remettre les machines en marche avec les CRS dans le dos s'est exercée dans le sens indiqué par les grévistes sur le terrain où les ouvriers détiennent vraiment des armes contre le capital, c'est-à-dire en agissant sur la production.

Cette amplification décisive que peut apporter une solidarité organisée et dirigée sur les points névralgiques, les syndicats ont consacré tous leurs efforts à la paralyser, ou à lui donner le sens défaitiste d'une protestation d'après-coup, passive et résignée. C'est si vrai que c'est la direction, à Flins, qui a pensé aux armes de classe que les ouvriers risquaient de lui opposer, en coupant le téléphone avant le second assaut des CRS pour éviter l'appel à la rescousse des autres usines de la région, tandis que ces « étourdis » de syndicats, prévenus pourtant de l'heure de l'attaque ne songeaient qu'à... appeler les expulsés au calme et à la responsabilité. Si la solidarité des autres usines s'est manifestée assez fai-

blement (prétexte pour les bonzes pour en faire de moins en moins !), c'est qu'il faut tenir compte non seulement du sabotage actuel, mais de l'action de démolition à long terme menée auparavant : les usines où les débrayages ont été les plus limités, au Mans, à Billancourt, sont celles où les ouvriers ont été écoeürés par l'échec encore récent de flambées de grève (la dernière étant celle du 38 à Billancourt) isolées et asphyxiées par l'appareil syndical.

L'éditorial du journal bourgeois l'Expansion de juin 1978 parle clair : « Les entreprises françaises sont engagées dans de douloureuses opérations de conversion lesquelles impliquent des licenciements, et cela risquerait de se bloquer très vite si les syndicats n'y étaient pas associés d'une manière ou d'une autre [...] ». Ce qui est en jeu dans les semaines à venir, c'est beaucoup plus que l'octroi d'un treizième mois aux smicards. C'est notre capacité à gérer les conflits, c'est-à-dire à les (di)gérer ». Le climat de peur et de chantage au chômage cyniquement entretenu par Barre (« les ouvriers des arsenaux n'ont pas à se plaindre, ils ont un emploi »), la grande chaîne de sécurité formée par les juges, les flics, l'encadrement d'usine et les valets opportunistes dans les syndicats n'ont pas empêché les ouvriers de reprendre pied sur le terrain où ils peuvent constituer et tremper leur propre force de classe : celui de la grève effective, sans limitation préalable de durée. Mais plus clairement encore que dans les escarmouches précédentes, ces actions font apparaître aussi la nécessité de reconstituer les liens de classe, de se donner une organisation pour suppléer à la déficience volontaire de l'encadrement opportuniste, efficace seulement quand il s'agit de juguler la lutte de classe.

La position ignoble de l'opportunisme sur l'immigration

(suite de la page 2)

voir » s'en preme aux « immigrés les plus conscients, les plus combattifs », les plus « évolués » comme dit le PCF, non sans réminiscence coloniale ?

Il en est de même dans la question de la résidence, du logement, des écoles où la manière d'unir français et immigrés, que propose le PCF, c'est de demander un numerus clausus de population immigrée et des écoles et des colonies de vacances à part (voir Le Prolétaire n° 232 et 243) pour les enfants.

« Dans nos municipalités, nous sommes pénalisés par la politique sociale, de classe et internationaliste que nous menons, car nous ne sommes pas compris de la population française.

Le pouvoir, en concentrant les immigrés dans nos communes, vise un triple objectif :

1) imposer des charges financières à nos communes,

2) tenter de nous créer des difficultés politiques en opposant travailleurs français et immigrés,

3) affaiblir les positions du Parti en remplaçant l'électorat ouvrier français par les immigrés qui, eux, ne votent pas.

En raison de l'aggravation de la crise, de l'immigration, les problèmes dans nos communes se posent avec une acuité nouvelle.

La déclaration des maires communistes de décembre 1976 abordait de front les questions qui se posaient et qui avaient trait notamment à la concentration d'immigrés dans nos villes, les problèmes qui en résultaient concernant la cohabitation, les écoles...

Cette déclaration faisait le constat des problèmes et montrait les responsabilités du pouvoir. Il y a eu une certaine réticence à diffuser cette déclaration dans nos villes, alors que nous ne devons pas hésiter à voir les problèmes, à examiner comment les affronter afin d'être compris des français et des immigrés. »

Pas étonnant que dans les foyers qui sont devenus un pôle d'organisation des travailleurs immigrés, le problème n° 1 pour le PCF soit de lutter contre les « gauchistes ». Pour savoir ce que le PCF appelle des « gauchistes », il suffit de se souvenir que lorsqu'en avril 1976, la police procéda à l'expulsion des 18 délégués, le PCF fit le commentaire qu'il s'agissait de « gauchistes étrangers » pour se laver les mains de la répression.

« Il convient de ne pas laisser le terrain libre aux gauchistes ». En effet « il y a par exemple les gauchistes qui nous disputent le terrain, notamment dans les foyers et on constate dans des endroits une certaine perméabilité aux idées gauchisantes ».

Ce qui prouve que lorsque le PCF reconnaît aux travailleurs immigrés une « combativité grandissante », ce n'est pas pour favoriser la lutte prolétarienne et la généraliser, c'est pour rappeler à leurs militants leur rôle de « pompiers sociaux », ce pour quoi la bourgeoisie les entretient.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 13

il programma comunista

- In margine alle squallide vicende italiane : un castello di menzogne da demolire.
- Medici e preti Inc. sofferenze, dolori e affini.
- Sull'ideologia delle BR : Lo stato come « Bieca congrega ».
- Africa e contrasti inter imperialistici : la guerra nello Zaire è appena cominciata.
- Lettera dall'America : un bilancio del grande sciopero dei minatori americani.
- All'Ospedale maggiore di Milano : Rispondere ai 15 licenziamenti.
- Alla centrale del Taloro in Sardegna : Una magnifica lotta decisa e compatta.
- Lo sciopero alla Renault.
- Solidarietà con gli scioperanti di Flins e di Cléon !
- Università : Il sindacato contro i docenti precari.
- Zambon - Milano : Ancora una volta si vuole spegnere, con la nostra la voce dell'opposizione operaia.

★

Kommunistisches Programm

★

programme communiste

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e mercredi de chaque mois, donc le 12 juillet, à 19 h 30, à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 8 et 22 juillet.

• A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 2 juillet et le 3 septembre.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit le 1^{er} et le 15 juillet.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

• A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 30 juillet.

• A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : le 1^{er} vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 7 juillet.

• A Mulhouse : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 1^{er} juillet.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 16 juillet.

• A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »), sauf au mois d'août.

A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur deux, de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), Paris-13^e, soit le 21 juin, puis le 5 et le 19 juillet. Ensuite, la permanence ne reprendra qu'en septembre.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE :

Editions Programme, 32, rue du Pré-au-Marché 1004 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926